# POUVOIR OUVRIER

#### SOMMAIRE

LA GREVE DU 11 DECEMBRE.

A propos de la grève.

Le "miracle espagnol".

FLOTTEMENTS EN U.R.S.S.

Grèves aux U.S.A.

Congo.

Malcom "X" à Paris.

Lettre de Grèce.

Nº66 DÉCEMBRE 1964

0,30 F

MENSUEL.

## LA GRÈVE DU 11 DÉCEMBRE

Des millions de grévistes. Au-delà des problèmes propres au secteur étatisé - retards des salaires, effectifs insuffisants, promesses non tenues - il y a l'insatisfaction de tous devant leur condition qui ne change pas, devant les rémunérations dérisoires, la longueur et la monotonie du travail, la discipline rigide et absurde, le mépris du Pouvoir pour les travailleurs.

Grève puissante. Grève sans véritable enthousiasme aussi. On se rend compte de la force de l'Etat, on ressent la difficulté de l'ébranler par des mouvements limités, et on hésite à se lancer dans des grèves de longue durée. On se dit que les mineurs, après 35 jours de grève, n'ont pas obtenu grand'chose, que les promesses que le gouvernement leur avait faites n'ont pas été respectées. On sait également que la hausse du coût de la vie rattrapera vite les augmentations du salaire. Puis, la fragilité des centrales syndicales, leurs divisions, leurs atermoiements, paralysent aussi, rendent méfiant : n'ont-elles pas déjà capitulé mille et une fois dans le passé ? la situation actuelle n'est-elle pas l'aboutissement d'une série de reculs déguisés en "magnifiques succès" ?

Il est vrai que les travailleurs du secteur public ne pouvaient plus attendre; placés sous la coupe directe de l'Etat, ils sont encore plus exploités que dans le privé. L'Etat est mauvais patron, c'est connu. Il y a deux raisons à cela: la première c'est qu'en refusant d'augmenter les salaires dans le secteur public, il "donne l'exemple" au patronat, pèse pour ainsi dire sur le secteur privé; la deuxième c'est que les branches nationalisées sont complaisamment mises par le gouvernement au service des entreprises capitalistes, ce qui entraîne une gestion déficitaire et exige des subventions. Bien sûr, les contribuables paient le déficit. Mais ce sont aussi les travailleurs des secteurs nationalisés qui paient - sous forme de bas salaires - les avantages consentis aux grandes sociétés sidérurgiques, électro-métallurgiques et chimiques : tarifs préférentiels pour l'électricité, le gaz, le charbon, les transports ferroviaires.

.

Et maintenant?

L'Etat ne pliera pas du jour au lendemain. En tant que représentant des capitalistes, et en tant que patron lui-même, il a de bonnes raisons : la concurrence internationale qui oblige l'ensemble des entreprises à obtenir des prix de revient compétitifs, à accroître les profits pour assurer l'autofinancement, à se moderniser, à rationnaliser le travail ; puis il a ses propres dépenses, militaires, bureaucratiques, de prestige. On ne peut donc pas s'attendre à ce qu'il encourage une amélioration notable du niveau de vie, une diminution de la peine, des horaires. Ses raisons sont d'ailleurs purement capitalistes, elles ne tiennent pas, comme certains le prétendent, à ses eripeaux gaullistes ; les récentes déclarations du socialiste Defferre, le candidat de la Gauche, le prouvent clairement : "Notre devoir est d'utiliser la planification et les ressorts d'une véritable économie de marché. Quand l'industrie marche mal, quand il y a du chômage et de la misère, il n'est pas possible de faire des progrès sociaux. Je ne crois pas que l'on puisse annoncer en même temps la réduction de la journée de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, le relèvement des salaires et l'augmentation du taux de l'expansion..." (1).

Nous voilà prévenus.

<sup>(1)</sup> Le Monde, 12.12.64.

Les raisons des travailleurs n'ont certes rien à voir avec "la misère", même si la gêne existe, même si, pour la plupart, les portefeuilles sont vides à la fin du mois. Mais elles concernent leur propre vie. Ce qui motive plus profondément leur action c'est la conscience, même diffuse, même imparfaitement formulée, de leur condition de robots dans la société actuelle, c'est la conscience du fait que, malgré discours et promesses, le travailleur n'est, pour les dirigeants, qu'un rouage de la machine, qu'un simple élément du coût de production. Et l'oppression, l'asservissement on les retrouve aussi, sous d'autres formes, quoique plus subtiles, quand on quitte l'usine.

Cette situation ne sera pas dépassée par on ne sait quelle procédure Toutée, Massé ou Defferre de collaboration de classes. Mais elle n'aboutira pas non plus à une sorte de nouveau Juin 36 qui établirait "la justice sociale" tout en laissant intactes les bases de la société.

La perspective réelle est celle d'un affrontement incessant entre les travailleurs et les capitalistes appuyés par l'Etat, celle d'une lutte toujours renouvelée. Le développement des moyens de production, des techniques, des instruments mis à la portée de l'homme pour augmenter la richesse globale, pour maîtriser la nature, la maladie, le danger, loin d'atténuer cet antagonisme ne peuvent que l'intensifier, car, même si ce développement permet une lente amélioration du niveau de vie, il s'accompagne, tant que la classe capitaliste se maintient au pouvoir, et justement pour assurer ce pouvoir, d'un renforcement de l'oppression, de l'embrigadement, du contrôle exercé sur l'homme-travailleur dans tous les domaines de sa vie.

\* \*

Les questions que font surgir aujourd'hui les rapports sociaux dans l'entreprise, les questions qui, plus ou moins clairement aperçues, sont cependant inévitablement posées par chaque heurt généralisé entre les classes, sont bien les suivantes:
Qui distribue le produit social et comment ? Qui. organise, dirige, décide dans le travail ? Autrement dit : pourquoi ce sont les capitalistes, les organisateurs et les hauts bureaucrates qui décident des salaires, des horaires, de la nature et des conditions du travail et non les travailleurs eux-mêmes ? pourquoi refuse- t-on à ces derniers toute intervention dans ces domaines ?

Ainsi, les revendications traditionnellement appelées "économiques" posent désormais, directement, les problèmes politiques et réclament des réponses politiques.

Cela est tellement évident que le Pouvoir lui-même essaie d'y répondre par une prétendue "association des travailleurs aux décisions". C'est de Gaulle qui le dit. Et patrons "sociaux", bureaucrates éclairés, planificateurs d'avant-garde en discutent à longueur de colloque, de séminaire, de journée d'études, de session de recherches. Mais le sens véritable de ce flot de paroles apparaît au travers des projets visant à l'intégration des syndicats. Il s'agirait, en somme, d'acheter les leaders syndicaux pour mieux endormir les travailleurs, pour les faire anesthésier par des spécialistes.

Les syndicats sont-ils à vendre ? se demandent nos gouvernants. Et l'organe de la bourgeoisie française, "Le Figaro", après avoir demandé l'interdiction des grèves dans les services publics, réclame "qu'un dialogue vrai et permanent puisse s'instituer, conformément aux conclusions du rapport Toutée, entre l'Etat-employeur et les syndicats; que ces derniers, par leurs représentants qualifiés, ne demeurent pas hors du pouvoir et des assemblées délibérantes".

\* 3

Les limites des concessions que les dirigeants peuvent faire sont fort étroites ; ces concessions ne peuvent concerner en tous cas - et dans une très faible mesure actuellement - que la consommation. Mais même là, il faudrait qu'on règle tout "à l'amiable", c'est-à-dire selon leur bon vouloir.

Pour que la riposte des travailleurs s'élargisse et se renforce, il n'y a pas de recette donnée d'avance : grève de 24 heures ou de 48 ou illimitée. Car la durée comme l'envergure des mouvements dépend à la fois de la combativité et de la conscience des travailleurs. Il ne suffit donc pas d'appuyer sur le "tous ensemble" en s'imaginant que tout serait reglé par un nouveau Juin 36.

Il s'agit de développer la conscience, de rendre clair le rapport entre les effets et les causes, de recréer la solidarité de classe en défendant des revendications qui unissent toutes les catégories. Il s'agit surtout de développer les initiatives à la base et les formes d'organisation permettant ces initiatives ; de diffuser l'idée que les revendications doivent être discutées et établies par la base ; que les luttes doivent être décidées après réunions et discussions à la base, de telle sorte que lorsqu'on commence, on sache pourquoi on lutte exactement et jusqu'où on est prêt à aller.

C'est de responsabilité que les travailleurs ont bescin et non de slogans: "des sous Charlot", "le patron paiera", etc. Il faut cesser de prendre les syndicats pour des compagnies d'assurances : "les dirigeants s'en occupent" ou bien "le syndicat est là pour résoudre la question". C'est de nous-mêmes que tout dépend.

Nous ne défendrons pas notre niveau de vie, nous ne diminuerons pas notre peine, nos heures de travail, sans nous en occuper tous les jours, sans y passer du temps, sans prendre des responsabilités, et faire des sacrifices s'il le faut. A plus forte raison si nous pensons que les luttes doivent dépasser un jour ce niveau pour poser carrément la question du pouvoir dans la société.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

## propos de la grève :

La grève du 11 décembre a été généralement bien suivie par les enseignants. Pourtant, il y a eu pas mal de réticences. Les réactions n'ont pas été unanimes.

Prenons par exemple les Collèges Techniques à Paris. Un certain nombre de professeurs n'ont pas été réellement grévistes le 11 décembre et ont donné des "explications" du genre: "Mes moyens financiers ne me le permettent pas" - "Je ne veux pas faire cadeau d'une journée de salai-- "C'est un mouvement politique" -"Je ne suis pas titulaire, alors je pourrais me faire mal voir".

On a constaté d'ailleurs que, dans beaucoup de collèges, il semble incorrect de demander à un collègue s'il sera gréviste ou non-gréviste. Cette question est considérée comme "confidentielle", ce qui permet toutes les lâchetés. Par exemple, on est gréviste vis-à-vis de ses collègues et nongréviste vis-à-vis de l'administration à qui on déclare que seul le manque de transports vous a empêché d'aller au travail. Parmi ces jaunes on trouve des syndiqués de toutes tendances. mêre au gouvernement, ça ne sert à rien"me des cégétistes, et aucune explication ne leur sera demandée par le syndicat.

Pour rendre les choses nettes, se

préparer à la lutte de longue haleine qui est nécessaire, pour donner à une grève ce caractère de "coup d'arrêt" dont parlent tant les dirigeants syndicaux, il faudrait prendre certaines mesures qui sont en contradiction avec les moeurs actuelles du syndicalisme :

1) Avant la grève, faire des réunions de tout le personnel, pendant les heures de travail et sur le lieu de travail, où chacun donnerait sa position, expliquerait en quoi il est d'accord ou

pas d'accord et se déclarerait gréviste ou non.

- 2) Le jour de la grève, établir des piquets de grève chargés de contrôler qui fait effectivement ou qui ne fait pas la grève, et non d'organiser seulement les garderies.
- 3) Après la grève, retirer leur carte syndicale aux non-grévistes et tâcher de maintenir l'habitude de réunions du personnel pour discuter des résultats et de la suite à donner au mouvement.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

## aclees

Le brave touriste, même "de gauche", minimum journalier de 150 pesetas. revient souvent emerveillé : "on construit partout, vous savez, et la vie n'est pas chère ! tenez, à Tarragone, etc.". L'économiste, lui, est enchanté par les courbes de production :"ah, ça monte, ça monte, l'industrie chimique par exemple, etc.". Le "miracle espagnol" comme on dit à 1'0.C.D.E.

Pourtant : "Depuis le mois de janvier, la vie a augmenté d'une façon vertigineuse. En fixant l'indice 100 en tage. Quant aux patrons, ils agissent 1959, on obtient les chiffres de 139,9 et de 151,5 pour janvier et septembre 1964, alors que pendant la même période l'indice des produits alimentaires sautait de 121,2 à 136,6 et celui de l'habillement de 197,1 à 209,4.

Or le salaire minimum légal est depuis 1963 de 60 pesetas par jour (environ 5 francs) et l'"Action Sociale Patronale" estimait pour le mois de septembre de l'année en cours les dépenses journalières pour un ménage de deux enfants vivant à Madrid à 182,9 pesetas (15 francs). Le salaire légal est dépassé dans plusieurs secteurs du pays, mais fort peu nombreux sont les ouvriers qui gagnent le minimum vital fi- (1) Le Monde, 22.11.64. xé par l'association patronale; d'ail-- leurs la principale revendication ouvrière vise l'obtention d'un salaire

D'autre part, beaucoup d'ouvriers travaillent déjà à plein rendement : comment pourraient-ils alors augmenter la productivité ? (à l'augmentation de laquelle le gouvernement veut lier l'augmentation des salaires)" (1).

N'étant ni des touristes ni des économistes, les travailleurs espagnols sont forcés de se défendre par la grève, par la manifestation, par le sabo comme tout patron qui se respocte:

"Madrid, 10.12 - Les 6.000 ouvriers de l'usine de tracteurs "Lanz Iberica" ont été expulsés de leurs ateliers par la police pour avoir demandé des augmentations de salaire.

A Bilbao, 1.500 travailleurs victimes d'un lockout dans des conditions semblables - ils faisaient la grève perlée - ont été réembauchés à l'exception de 50 d'entre eux considérés comme "responsables d'incitation à la grève".

(D'après l'Agence France-Presse).

### FLOTTEMENTS EN U.R.S.S.

Deux mois après l'élimination de Krouchtchev, l'orientation que la nouvelle équipe gouvernementale imprimera à la politique soviétique, ne s'est pas encore clairement affirmée. Les déclarations, les articles, les mesures prises, les promesses faites, donnent au contraire l'impression d'un grand flottement.

#### UNE COALITION PROVISOIRE.

Dans les jours qui suivirent la crise du 15 octobre, un raidissement intérieur et extérieur du régime parut se dessiner. Tandis que la polémique sino-soviétique s'arrêtait, il était reproché à Krouchtchev d'avoir montré trop de faiblesse devant l'impérialisme, d'avoir inconsidérément envisagé une réduction des crédits militaires, d'avoir méconnu la nécessité du primat des investissements dans l'industrie lourde, et enfin d'avoir affaibli et désorganisé le contrôle du Parti sur l'économie et la société.

Une interprétation de la chute de K venait immédiatement à l'esprit : celui-ci était tombé sous les coups des forces sociales menacées par son réformisme et son libéralisme - les bureaucrates de l'industrie s'étaient coalisés avec les politiques inquiets de l'affaiblissement de la position internationale de l'U.R.S.S. ot des récents dévelopments de la crise sino-soviétique. A ces éléments s'étaient probablement ajoutés les fonctionnaires de la planification centrale qui se sentaient menacés par les expériences de décentralisations économique et de rétablissement du marché. Enfin, la coalition anti-Krouchtchévienne avait été renforcée par la bureaucratie politico-administrative du Parti, dont les fonctions et le poids social diminuent à mesure que les dirigeants d'entreprises, les techniciens, les chercheurs, les cadres de toutes sortes se libèrent du contrôle des idéologues. La destitution de K, signifiait en somme que les forces conservatrices de la société soviétique l'avai pour le moment emporté.

Mais presque en même temps d'autres informations montrèrent que les forces opposées au conservatisme n'avaient subi aucune défaite décisive.

Après que la nécessité du primat de l'industrie lourde eut été réaffirmée, celle du développement des industries de consommation fut présentée comme un des soucis du gouvernement. Non seulement les expériences d'assouplissement de la planification par la réintroduction du marché, que K. avait inaugurées, n'ont pas été arrêtées mais elles se sont étendues à de nouvelles usines plus importantes. Alors qu'on pouvait redouter un renforcement du dogmatisme idéologique, il a été fait grief à K. de ne pas avoir été assez loin dans la libéralisation intellectuelle, et on sort de prison des intellectuels qu'il avait fait enfermer. Les promesses d'une amélioration du niveau de vie des masses ont été renouve lées. Les nouveaux dirigeants du Kremlin ont fait distribuer 2 Kg de farine à chaque citoyen, K. s'étant borné à promettre le pain gratuit. Krouchtchev avait décrété en 1962 une hausse des prix des denrées agricoles ; on promet maintenant d'annuler cette hausse. Les paysans vont-ils supporter les effets de cette mesure destinée à satisfaire les ouvriers ? On les rassure : ils pourront exploiter librement les parcelles individuelles dont ils tirent une importante partie de leurs revenus, alors que K. avait entrepris de réduire leur superficie. De la même manière, les petites entreprises industrielles que possèdent les kolkhozes les plus riches, et qui travaillent pour le marché local, retrouveront la liberté de développement que K. avait entrepris de restreindre. Enfin. Brejnev déclare que les tracasseries administratives et policières ne peuvent pas remplacer l'intéressement individuel si on veut améliorer la gestion des

entreprises et leur productivité.

Du coup les prévisions d'un raidissement du régime se trouvent déroutées. Ces mesures et ces promesses qui vont à la rencontre des souhaits des dirigeants d'entreprise, des techniciens et des intellectuels, tout comme la révocation des décisions qui avaient ces dernières années le plus lourdement touché les ouvriers et les paysans, semblent surenchérir sur le libéralisme de K. et font ressortir le manque d'audace de son réformisme. Il est vrai qu'il y a dans tout cela une large part de démagogie.

LES "TECHNOCRATES" DEQUS.

Mais cette démagogie même jette quelques lueurs sur l'état de l'opinion soviétique et sur les rapports entre les forces sociales qui s'affrontent.

La coalition qui a attaqué K. n'est parvenue à l'abattre quo parce que celui-ci s'était trouvé isolé des catégories sur lesquelles il avait entrepris de s'appuyer.

Le krouchtchévisme avait cristallisé les espoirs des couches moyennes et techniciennes de la bureaucratie des entreprises et d'une large part des milieux scientifiques, artistiques et littéraires. Pour tous ces éléments, qui appartiennent le plus souvent à la génération arrivée à maturité depuis la guerre, qui sortent des universités et ont une haute idée de leur compétence professionelle, le Krouchtchevisme avait d'abord signifié l'accès à plus de sécurité et de liberté.

Par la suite, l'orientation de l'économie soviétique vers une production de masse de biens de consommation a continuellement renforcé l'importance des couches technocratiques. Nécessitant le développement d'une technologie plus differenciée, qui exige davantage de compétence professionnelle de la part du personnel de direction et des méthodes plus souples de gestion économique, la croissance des industries de consommation a fait ressortir les défauts de la planification rudimentaire de l'époque stalinienne. Les couches technocratiques se sont rapidement éveillées à l'espoir de parvenir au premier rang de la hiérarchie dans la société soviétique. A leurs yeux le kroutchévisme faisait brèche dans la position dominante occupée jusqu'à présent par les bureaucrates qui peuplent les organismes dirigeants créés à l'époque de Staline. Ceux-ci sont pour la plupart des hommes plus âgés, ayant fait carrière dans le parti, ayant survécu aux épurations à force de servilité et de ruse, et ils ont une solide réputation d'incompétence.

Or, après avoir allumé les convoitises des nouvelles couches bureaucratiques, qui ont grandi avec les progrès de l'industrialisation, Krouchtchev les avait décurs. Il avait encouragé les intellectuels, les artistes et les savants à s'exprimer librement, puis il avait tonné contre leurs audaces et leur avait brutalement rappelé que le Parti pouvait toujours les faire rentrer dans le néant. Surtout, s'il avait autorisé Libermann, Trapeznikov et autres économistes novateurs à exposer les avantages d'un retour à l'économie de marché et laissé les dirigeants et les technocrates des entreprises rêver de la même liberté dorée que leurs homologues occidentaux, il n'avait pas pour autant démantelé l'appareil central de la planification. Les expériences de retour au marché étaient demeurées singulièrement prudentes et limitées.

Pris entre les forces conservatrices et les éléments novateurs, Krouchtchev, par ses éscillations, avait mécontenté tout le monde. Il fut attaqué par les uns sans trouver appui auprès des autres, et sans doute il fut attaqué des deux côtés à la fois, car il

est probable que les "novateurs" sont entrés dans le complot dirigé contre lui, ne serait-ce que pour avoir leurs représentants auprès de la nouvelle équipe dirigeante.

#### LES OUVRIERS ET LES PAYSANS NE S'ENGACENT PAS.

Quant aux raisons pour lesquelles les cuvriers et les paysans sont restés sans réaction devant l'élimination de K., elles présentent peu de mystère. Il est possible que les promesses fracassantes qu'il avait faites sur le "communisme beurré" aient d'abord incité les travailleurs à prendre leurs maux en patience et à se persuader que les choses iraient en s'améliorant. Mais le désordre chronique de l'économie, les carences de la production, les lenteurs et les irrégularités de la croissance du produit social n'ent pas permis de tenir les promesses. Aucune hausse des salaires n'est intervenue depuis 1959. Or, en 1962, le prix des denréessalimentaires a augmenté de 20 à 30 %, et comme les magasins de l'Etat sont fort mal approvisionnés, beaucoup de travailleurs sont obligés de s'approvisionner en achetant les produits que les paysans récoltent sur leur parcelle individuelle et qui sont vendus à de véritables prix de marché noir. Un grand nombre d'ouvriers ne réussissent à joindre les deux bouts qu'en faisant des heures supplémentaires et en organisant l'élevage domestique de volailles. Depuis que le gouvernement de K.a rétabli le principe de la rentabilité des entreprises, les dirigeants d'usines, dont les revenus dépendent de la compression des coûts de production qu'ils réalisent, ont cherché à "rationnaliser" leur entreprise en réduisant le personnel et par voie de conséquence en éliminant les temps morts et en accélérant les cadences. Dès 1962, le prolétariat avait donné des signes très vifs de mécontentement pour contraindre les syndicats à s'interposer entre les travailleurs et les dirigeants d'entreprises. Les ouvriers soviétiques ne pouvaient avoir aucune raison de s'émouvoir de la disparition de K. et d'intervenir dans les conflits qui opposent les différentes couches de la bureaucratie.

La grande majorité des paysans, a, de son côté, largement été déçue par le réformisme kroutchévien. Si les prix d'achat des produits agricoles par l'Etat avaient été augmentés en 1957 et 1962, les simples travailleurs n'avaient que maigrement profité des revenus des kolkhozes. D'abord parce que, depuis 1958, les kolkhozes devaent acheter à l'Etat les machines et les tracteurs et que la part des revenus non distribués par les coopératives s'était accrue en conséquence. Ensuite, parce que la résistance opposée par les cuvriers à la productivité avait entraîné une hausse des prix de certains produits de consommation. Le fait que 25 à 35 % du bétail soit élevé sur les parcelles individuelles, que 50 % du lait et de la viande, 80 % des ceufs vendus dans les villes proviennent du marché libre, suffit à montrer combien le travail sur les terres collectives est devenu - plutôt demeuré- peu rémunérateur et sans intérêt pour les paysans. En engageant, il y a quelques mois, une lutte pour réduire les parcelles individuelles, en espérant par là contraindre les ruraux à travailler davantage sur les terres collectives, K. ne pouvait qu'achever de s'aliéner les masses paysannes.

#### COMMENT TENIR LES PROMESSES ?

L'ensemble contradictoire de mesures et de promesses par lesquelles le gouvernement essaie de faire plaisir à tout le monde, témoigne de la faiblesse de la nouvelle équipe et de la force des pressions opposées qui s'exercent sur elle. La lutte entre les fractions conservatrices et les nouvelles couches de la bureaucratie est pour l'ins-

tant au point mort. Si les espoirs des "novateurs" sont encouragés par les déclarations de Brejnev sur l'intéressement individuel à la production, les forces "conservatrices" reçoivent en revanche des gages sérieux. Le parti est réorganisé dans le sens d'une récentralisation, son autorité sur la vie sociale réaffirmée, et pour la première fois depuis l'exécution de Béria le chef de la police politique redevient un des plus hauts personnages de l'Etat.

Quels qu'aient été leurs projets initiaux, les liquidateurs de Krouchtchev se trouvent, comme lui, contraints de zig-zaguer en fonction des pressions opposées qu'ils subissent. Cependant, les oppositions entre les diverses couches bureaucratiques ne sont qu'un des aspects de la crise. Même si ces oppositions se tassent pour un certain temps, des mesures de redressement politique et économique devront être prises. La croissance de la production soviétique a marqué ces dernières années un ralentissement très sensible et de graves carences se sont manifestées dans plusieurs des secteurs décisifs de l'économie. Les successeurs de Krouchtchev ne pourront pas très longtemps laisser les choses aller, sous peine d'aboutir à une situation très critique. Mais, inversement, un redressement de l'économie ne pourra être réalisé dans les délais nécessaires par de simples mesures de réorganisation du système de gestion. Il faudra très probablement augmenter les investissements dans les branches de la production les plus déficientes et par suite le gouvernement ne pourra pas éviter de demander des sacrifices à différentes catégories de la population. Ce sont à la fois lès appétits des diverses

couches bureaucratiques et les revendications des travailleurs qui devront être contenus, pendant toute une période, suivant des dosages difficiles.

Par suite, le problème ne sera pas seulement de réaliser un arbitrage entre les diverses couches de la bureaucratie, mais surtout de faire prendre encore patience aux travailleurs déçus. S'il n'existe aucune information prouvant que les masses soviétiques s'orientent vers des formes d'opposition active à la bureaucratie dirigeante, les assurances et les promesses que les nouveaux maîtres du Kremlin se sont sentis obligés de prodiguer aux ouvriers et aux paysans, montrent pourtant que le gouvernement est loin d'être sûr que la passivité des travailleurs soit durable.

#### 

#### LA CRISE CHEZ "FIAT"

Après plusieurs réductions d'horaires, les ouvriers de FIAT, à Turin, sont touchés par une nouvelle mesure : les usines vont fermer du 21 décembre au 9 janvier. Malgré les indemnités du fonds de compensation, chaque ouvrier perdra de 12.000 à 22.000 lires. C'est le "Joyeux Noël" que la direction leur a préparé.

#### LA "RONEO" DE P.O.

Nous renouvelons l'appel que nous avions adressé le mois dermier à nos lecteurs et sympathisants en vue d'acheter une nouvelle "ronéo", celle que nous avons étant presque hors d'usage.

La nouvelle machine coûtera environ 350.000 anciens francs.

Pour cet achat, les militants de P.O. versent un treizième mois de cotisation.

Nous avons déjà reçu de l'argent de plusieurs abonnés et lecteurs, quelques 30.000 AF pour le moment.

Adressez les fonds à notre C.C.P. avec la mention "rour la ronéo".

"POUVOIR OUVRIER" CCP Paris.13,629.59

<u>IECTEUR</u>: Si tu veux nous aider, abonnetoi, fais des abonnés autour de toi. Donne-nous des adresses de personnes susceptibles d'être intéressées par P.O. Nous leur enverrons quelques numéros gratuitement.

## Grèves aux U.S.A.

(Lettre de Detroit)

"La grève de Ford a commencé le 6 novembre ( à peu près au moment où celle de la General Motors s'achevait) (1) avec 9 usines qui ont débrayé sur des revendications lecales non règlées. Comme certaines de ces usines étaient vitales (par exemple des fonderies), toute la production de Ford risquait d'être arrêtée. La fin de la grève s'est annoncée quand dans la dernière usine, le 23 novembre, un accord a été signé. La presse n'a pas dit ce qu'étaient les revendications locales. La seule chose qu'on a su, c'est que la Compagnie Ford refusait d'accorder à certaines usines les conditions qu'elle consentait à d'autres. Toute la stratégie des syndicats tend à isoler les sections locales les plus combatives et, au lieu de rassembler la totalité des militants dans une grève dure, pousse la majorité des syndiqués qui ne sont pas en grève à faire pression pour obtenir le plus vite possible un accord à n'importe quel prix.

Ja convention collective nationale signée chez Ford le 23 novembre contient essentiellement les mêmes clauses que celle de Chrysler et de General Motors : avancement de l'âge de la retraite et alimentation de la caisse de retraite, une semaine de congé supplémentaire, deux jours supplémentaires chômés payés, allongement du temps de pause pour certains travaux. Sur plus de 100.000 ouvriers de chez Ford

(1) Voir P.O. nº 64 "Les travailleurs de l'automobile aux U.S.A."

dans le pays, 80.000 ont été réduits à l'inactivité du fait de la grève. La plupart d'entre eux n'étaient pas en grève, mais ils étaient arrêtés faute d'approvisionnement

La grève des journaux de Detroit a pris fin la même semaine. La plus longue jamais vue aux Etats-Unis, plus de trois mois. La question-clé qui a retardé l'accord a été l'automation : équipes de travail réduites sur les rotatives les plus modernes. Le Syndicat de l'Imprimerie ne pouvait obtenir qu'un compromis. Il y avait aussi des grèves dans d'autres secteurs de l'automobile : ouvriers qualifiés des ateliers d'outillage et de fabrication de matrices à Detroit, fabriques de matériel agricole, etc. Elles ont duré relativement peu de temps.

Le développement actuel de la situation dans l'aciérie est particulièrement interessant. Le deuxième personnage de la hiérarchie du syndicat est en train de s'attaquer au Président pour prendre sa place- ce qui est le signe certain d'un malaise profond parmi les syndiqués. De surcroît le syndicat parle maintenant d'utiliser une tactique qui jusqu'à présent n'avait été employée que par le syndicat de l'automobile, celle des grèves locales séparées portant sur des revendications locales. Les négociations dans l'industrie de l'acier vont commencer au printemps et on assiste en ce moment aux manoeuvres préliminaires dans les deux camps."

#### 

#### GREVE A LA "GENERAL MOTORS" DU CANADA

"Le 5 décembre plus de 23.000 ouvriers sont en grève dans les 5 usines de la "General Motors" à Oshawa, Toronto, Windsor, Lond et St. Catharines. Les grévistes réclament des salaires équivalant à ceux accordés au personnel des usines de la société aux Etats Unis." (U.P.,5.12.64)

#### Les "Méchants" noirs.

"Les rebelles ont acheminé vers la ville comme prisonniers tous les missionnaires, tous les planteurs, tous les européens qu'ils ont trouvés par petits groupes dans les églises, les exploitations et les villages de la grande forêt". (France-Soir 22-23 nov.)

"Le général rebelle Olenga se promène... la tête recouverte du képi belge de général en chef ... dans sa voiture, magnifique, il s'offre aux acclamations le torse nu et les pieds nus ... Ce sont ces gens qui détiennent les otages et qui s'en servent comme moyens de chantage" (France-Soir 22-23 nov.).

"Les Simbas mettent à mort tous les jours avec des raffinements inouïs" (France-Soir, 28 nov.)

"Ce matin les avions ont survolé la ville. Les Simbas ont dit alors aux belges et aux americains détenus dans le grand immeuble "le Victoria": " on va vous fusiller" (France-Soir 25 nov.)

Un rescapé grec : "Les Simbas m'ont forcé à vendre mon stock en-dessous des prix d'achav. Trente ans de Congo sans prendre un seul congé en Europe. Et voilà je n'ai pas un sou " (France-Soir, 25 nov.)

#### Les "bons" blancs.

Un député belge : "300 parachutistes suffiraient à nettoyer Stanleyville" (France-Soir, 21 nov.)

"Dans ce Stanleyville qui ressemble à un "no man's land", les mercenaires blancs et les soldats de l'armée nationale pourchassent les Simbas. Dès qu'on les trouve, on les abat aussitôt, parfois par vingt ou trente" (France-Soir, 27 nov.)

Un médecin parachutiste: "depuis ce matin, on a descendu dans le coin 25 "tireurs", les rafales, elles sont pour les exécutions sommaires. Les Simbas étaient cachés dans des armoires, des placards; on les a liquidés sans même les laisser sortir, avant même qu'ils fassent un geste. A peine de temps en temps se dorme-t-on la peine de faire un interrogatoire à coups de poings" (France Soir, 27 nov.)

"Ga tire de partout. L'officier belge dit : ça n'est rien, un Simba a dû ajuster quelqu'un. Alors, naturellement, tout le monde, les mercenaires, les gendarmes ripostent, tirant au hasard sans rien voir" (France Soir, 27 nov.)

"Stanleyville, nettoyage implacable et sans témoins, les renforts des mercenaires et de soldats débusquent, maison par maison, tous les rebelles encore cachés" (France Soir, 3 déc.)

"Cette fois on accumule tous les moyens: renforts de mercenaires, renforts de gendarmes et de soldats. Les ordres sont très stricts. La ville va être quadrillée, et quartier par quartier, rue après rue, maison par maison on va débusquer les Simbas". (France Soir, 3 déc.)

#### La mort des otages.

"On va vous fusiller tout de suite. Asseyez-vous par terre... A ce moment là, de derrière arrivèrent les premiers Paras. Les Simbas aussitôt déchargèrent dans la foule leurs fusils et leurs mitraillettes. Ce furent surtout des femmes et des enfants qui furent touchés. On ne sait pas combien il y eut de morts ; au moins une vingtaine... La masse des vivants s'était remise debout et s'enfuyait dans tous les sens sous le feu des Simbas et des paras qui se tiraient dessus".

(France-Soir, 25 novembre).

#### Les buts de l'opération

"Quel serait donc le véritable objectif de l'initiative belgo-américaine? Pour nombre de nationalistes africains il ne fait pas l'ombre d'un doute que la principale préoccupation de Bruxelles et de Washington était d'assurer, aux moindres frais, l'hégémonie du gouvernement Tschombé sur le Congo, dont les deux tiers du territoire étaient aux mains de la rébellion il y a six mois à peine. Toute négociation aurait conduit fatalement au ralentissement, sinon à l'arrêt, de l'offensive des forces "loaylistes". Par contre, le largage des paras belges avait aussitôt ouvert les portes de Stanleyville à l'armée nationale congolaise".

( Le Monde, 12 décembre).

#### Une opinion

"Les révolutionnaires de Stanleyville ne disposant pas des mêmes moyens de diffusion que M. Tschombé, et l'opinion publique occidentale étant plus sensibilisée, il faut le reconnaître, au meurtre d'un européen qu'à celui de vingt noirs, on parle davantage des atrocités commises par des bandes de "sauvages ivres de chanvre" que de la froide répression à laquelle se livrent depuis trois jours mercenaires et gendarmes katangais". (Le Monde, 28 novembre).

L'"indépendance" octroyée au peuple congolais en 1960 est de nouveau à l'ordre du jour. Tschombé, mis en place par les soins des impérialistes belges et américains pour sauvegarder leurs capitaux, et en particulier les richesses minières, se trouve en lutte ouverte avec l'organisation "rebelle", c'est-à-dire avec un mouvement d'indépendance réelle du Congo. Ce mouvement n'est pas simplement le fait d'une bande rebelle mais est approuvé et soutenu par une bonne partie de la population congolaise. Il revendique la décolonisation effective, c'est-à-dire, le retrait des monopoles des grandes sociétés internationales tant pour l'agriculture (immenses plantations spéculatives) que dans les mines.

"Les gouvernementaux tuent beaucoup de rebelles, mais ils ne tuent pas la révolution. Tout ce qu'ils arrivent à conquérir ce sont des villes mortes. La forêt d'alentour appartient aux rebelles qui y pratiquent la guerilla". (France Soir, 28 novembre).

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LECTEUR: Si tu es d'accord avec les positions défendues par ce bulletin, écris-nous pour nous faire part de tes idées, de tes critiques, pour nous donner des informations sur ce qui se passe dans ton milieu de travail et autour de toi. Nous publierons ce que tu nous écriras.

### MALCOM"X"

Malcom "X", ex-leader des "musulmens noirs" américains (et actuellement leader d'un Mouvement pour l'Unité Afro-américaine) a tenu le 26 novembre à la Mutualité une réunion organisée par Présence Africaine.

Malcom revenait d'un voyage dans les pays d'Afrique Noire, Dans un court expcsé en anglais il a expliqué comment la lutte des africains pour l'indépendance a déclenché la lutte des noirs aux U.S.A. et leur a permis de retrouver la fierté "de leur négritude". Son voyage avait pour but d'internationaliser la lutte des noirs dans le monde : " Le problème noir n'est pas seulement américain mais doit être ressenti comme un problème humain des droits de l'homme et la question sera portée devant 1'0.N.U."

Le public, composé essentiellement de noirs africains et américains, répondit chaleureusement à ses paroles. Mais, nous, les quelques blancs de la salle, nous nous sentions un peu de trop lorsqu'un auditeur démontra que le premier homme était un noir, et que Malcom "X" prédit que la race noire allait devenir prédominante dans le monde, que la lutte des noirs enfin s'engageait contre les blancs.

De quel blanc et de quel noir s'agissait-il? Nous attendions que Malcom fasse
le lien entre la lutte du noir et celle du
travailleur opprimé mais, mis à part la
violence avec laquelle il attaqua les colonialistes européens en Afrique et l'impérialiste américain, ses analyses politiques
furent inexistantes sinon racistes. Lorsqu'une personne de l'assistance demanda
quel était son programme politique, il répondit: "il n'y a pas de sclution économique
ou politique au problème noir."

Puisque le retour en Afrique des noirs américains n'est plus que symbolique et psychologique, que Malcom "X" a choisi de se battre aux U.S.A. et que, d'autre part, il refuse l'intégration des noirs à la

### APARIS

société américaine, où veut-il en venir ?

Il faudra bien qu'il se tourne vers ceux qui sont aussi, sous d'autres formes, opprimés et exploités par la même société qui opprime et exploite les noirs, c'est-à-dire vers les travailleurs américains.

Il est vrai qu'on peut être à la fois travailleur et avoir des préjugés antinoir et que c'est le cas de beaucoup de travailleurs américains, mais il ne sert à rien de répondre au racisme blanc par un racisme noir. C'est pourquoi Malcom "X", aussi révolté soit-il, semble engagé dans une impasse.

#### " LE BLANC A RAISON ..."

"Les autorités du Mississipi ont refusé d'intenter une action immédiate en justice contre les 21 hommes impliqués dans le meurtre de trois militants intégrationnistes, qui ont été arrêtés vendredi à Philadelphia (Mississipi).

Le shériff de Philadelphia, Lawrance Rainey, son adjoint et 19 autres personnes, presque tous des petits commerçants, membres du Ku-Klux-Klan ou sympathisants, qui sont reconnus responsables de l'assassinat, l'été dernier, des trois volontaires des droits civiques, ont été mis en liberté provisoire, après avoir versé 5.000 dollars de caution. Le shériff et son second ont repris, en même temps que leur service, les pistolets qu'ils avaient dû remettre aux agents du F.B.I.

"Dans notre région, a déclaré M.Aaron Henry, président du "Parti démocrate de la liberté" du Mississipi, tout jury considère qu'un Blanc a raison lorsqu'il commet un crime contre un Noir",

(A.F.P., U.P., 6 décembre 64)

## LETTRE DE GRECE:

Au cours du premier semestre de cette année, les grèves ont eu tendance à diminuer. Le gouvernement de Papandréou a fait beaucoup de promesses aux travailleurs. La classe ouvrière est restée dans l'attente. Cependant, les illusions n'ont pas tardé à se dissiper. Les principales tendances syndicalistes ont voulu avoir une bonne conduite vis-à-vis du gouvernement dans le but d'obtenir davantage de postes dans les organismes d'assurances et à la direction de l'organisme central des syndicats (qui organisera les élections et convoquera le Congrès Pan-héllénique des syndicats). Mais la pression des ouvriers a été très forte à partir de l'été. Des grèves importantes ont eu lieu ces derniers mois.

En août, les ouvriers d'une usine textile de Lavrion ont arrêté le travail pour protester contre le licenciement de 12 de leurs camarades. Ils ont occupé l'usine. Attaqués par les gendarmes, ils se sont battus pendant plus de deux heures : 50 grévistes blessés (dont certains gravement) et 70 ouvriers arrêtés. Les protestations de la population ouvrière locale ont entraîné une répression policière : pendant deux jours, 300 gendarmes ont maintenu une atmosphère de terreur, ouvrant le feu sous le moindre prétexte et matraquant les gens. Aucun responsable syndicaliste ne s'est rendu sur les lieux. La presse bourgeoise a écrit que si "des chefs syndicalistes avaient été présents, il n'y aurait pas eu de conflit."

En ectobre, les métallos de Stratoniki (Chalkidiki - Macédoine) ont déclenché une grève qui dure encore (48 jours). Ils réclament des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Le 6 novembre, les 7.000 travailleurs de l'Electricité ont décidé une grève de 48 heures pour modifier les conditions de leur assurance sociale. Le gouvernement a répondu par la réquisition de 1.500 travailleurs (La deuxième en un mois, la première était celle des chefs de gare).

Le 6 novembre également, les 3.000 ouvriers du port du Pirée ont arrêté le travail - d'abord pour 48 heures, ensuite pour une durée illimitée - revendiquant une augmentation de 30 % de leurs salaires. Le gouvernement a répondu en utilisant les marins et les soldats pour remplacer les grévistes. Le 14 novembre, après une marche des ouvriers vers le siège des syndicats, les chefs syndicalistes ont décidé de mettre fin à la grève ( alors qu'elle était suivie à 100 % ) parce que le Premier Ministre Papandréou leur a promis... d'étudier les revendications!

Le nombre de grévistes a été au total : en septembre, 115.000 ouvriers et employés ; en octobre, 31.000, et en novembre (jusqu'au 12), 35.000.

Traits généraux des grèves : aucune solidarité entre les différentes branches, mouvements séparés.

Le gouvernement dispose d'un appareil de répression très dur. Pendant les grèves du secteur public (transports, électricité, gaz), il utilise des policiers spécialement formés, ainsi que des spécialistes de l'armée et de la marine.

Les réunions et les meetings des syndicats sont surveillés par les policiers de la section "syndicale" de la police (il existe aussi une section "étudiants"). Les syndicats où il y a une influence communiste sont encore plus étroitement surveillés.